

" Un journal c'est la conscience d'une nation." Albert Camus



www.jda.ci

Journal d'Abidjan

L'hebdo

N°49 du 18 au 24 mai 2017

RETOUR AU RHDP
L'UDPCI S'IMPATIENTE

LOGEMENTS SOCIAUX
UN CADEAU FISCAL POUR
BOOSTER LES PROJETS

SOUTENANCE DU BTS
SOUTENANCES PROGRAMMÉES



MUTINERIE

LASSITUDE...

GRATUIT
NE PEUT ÊTRE VENDU

Argent contre silence des armes, c'est l'éternel chantage auquel les mutins viennent à nouveau de se livrer. Lassés, nombre d'Ivoiriens se demandent s'il s'agit de la fin d'un long cycle, ou de l'ouverture d'une nouvelle boîte de Pandore.

NOS VALEURS:

Expertise
Proactivité
Intégrité
Solidarité

NOTRE VISION:

Être un acteur clé de l'essor de l'économie numérique

Conseil de Régulation

31, av Noguès, Immeuble Broadway 2ème étage
17 BP 110 Abidjan 17 Tél: + 225 20 34 43 04 • Fax : + 225 20 34 43 02

Direction Générale

Marcory Anoumanbo: 18 BP 2203 Abidjan 18, Côte d'Ivoire
Tél: + 225 20 34 43 74 • Fax : + 225 20 34 43 75
courrier@artci.ci • www.artci.ci

ÉDITO

Lassitude

Par leur récurrence, les manifestations des mutins, en même temps que la peur qu'elles installent, créent un sentiment de lassitude chez les populations. On reste surpris par le double langage en présence, et les engagements ne sont pris que pour être violés. Une attitude contraire à l'idée que l'on se fait pourtant du serment militaire, aussi sacré que la vie. Il est incompréhensible que l'exécution d'une tâche aussi noble et exaltante que le rétablissement de l'ordre constitutionnel dans son pays en crise se solde par des marchandages sordides. Tout aussi inadmissible est la prise en otage des citoyens, que les militaires ont le devoir de protéger et non de terroriser. Il n'y a pas plus honorable pour un soldat que le devoir accompli, et c'est ce qui le différencie du mercenaire. Les mouvements d'humeur sont d'autant moins acceptables que des canaux existent pour chercher des solutions pacifiques à travers les discussions. Pour la quiétude que tout État doit aux citoyens vivant sur son sol, pour l'image du pays ainsi que pour la sérénité des partenaires publics et privés, il est urgent de trouver une issue durable à ces actes sporadiques qui créent une tension permanente, devenue une épée de Damoclès sur la tête de tous. On doit aussi cette solution définitive aux autres catégories sociales qui sont également dans le besoin, mais ne peuvent le dire au bout du fusil. La sortie de crise a comme préalable un langage de vérité sur les possibilités financières réelles de l'État, que chaque mutinerie érode. Il y a aussi la multiplicité des urgences, sans parler des sacrifices que chacun doit consentir dans son domaine spécifique pour que les ambitions de développement ne se limitent pas à des incantations.

KODHO

LE CHIFFRE

4

C'est le nombre officiel de morts occasionnées par les récents mouvements d'humeur des soldats, qui auront également fait 9 blessés.

ILS ONT DIT...

- « Les huit commissaires de l'UEMOA ont prêté serment s'engageant à mériter la confiance des chefs d'État de cette Union économique et monétaire. » **Abdallah Boureima**, président de la Commission de l'UEMOA, le 16 mai.
- « Les Républicains ont fait le choix de m'exclure de notre parti. Chacun jugera. La France vaut mieux que les partis. La France mérite mieux que les exclusions. » **Bruno Le Maire**, nouveau ministre de l'Économie réagissant à son exclusion du parti Les Républicains, le 17 mai.
- « Le président du parlement, Guillaume Soro, soutient l'idée des enquêtes et se soumettra aux conclusions qui en découleront. » **Alain Lobognon**, député, le 17 mai.

RENDEZ-VOUS

Vendredi 19 mai 2017 :

La nuit des femmes entrepreneurs et dynamiques - Sofitel Hôtel Ivoire.

Dimanche 21 mai 2017 :

Concert Maman Kignon - Palais de la culture de Treichville.

Lundi 22 mai 2017 :

Forum de la diaspora ivoirienne - Sofitel Hôtel Ivoire.

Vendredi 26 mai 2017 :

Concert d'Eric Vigal - Cocody Sol Béni.

UN JOUR UNE DATE

18 mai 2005 : Création à Paris du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), où se retrouvent le PDCI, le RDR, l'UDPCI et le MFA.

UP



Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur et numéro 2 du premier gouvernement Macron. Il était à la tête de la ville de Lyon depuis seize ans.

DOWN



David Pujadas ne présentera plus le journal de 20 heures de France 2, poste qu'il assurait depuis une quinzaine d'années. Ainsi en a décidé la direction de la chaîne publique, le 17 mai.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le centre aquatique de Saint Denis construit pour 2 500 places, sera le seul site créé dans le cadre des Jeux Olympiques 2024 que la ville de Paris espère organiser.

MUTINERIE : LA FIN D'UN LONG CYCLE

Les armes ont encore parlé et cette fois elles refusaient de se taire tant que ceux qui les tenaient n'avaient rien en poche. « L'argent ou rien », comme le disaient les mutins qui quatre jours durant ont imposé au pays leur humeur. Si les armes ne tonnent plus et que les activités ont repris, il y'a lieu de s'interroger sur la fin de ce long cycle des armes, dont les premiers crépitements se sont fait entendre en 1999 et ont abouti au premier coup d'État de l'histoire de la Côte d'Ivoire. L'accord conclu va-t-il définitivement clore ce chapitre ? N'est-ce pas un aveu de faiblesse face au chantage des militaires qui, pour toute autre revendication, pourraient débrayer et mettre à rude épreuve les gouvernants et les caisses de l'État ?

OUAKALTIO OUATTARA

Le scénario n'était pas différent de celui vécu en janvier dernier. Des tirs en l'air suivis de l'occupation de certains corridors des villes de l'intérieur et de l'édification de barrages en face des camps militaires d'Abidjan. Puis, négociation avec un accord à la clé, dont on rechigne à rendre le contenu public, suivi de la fin des tirs. Tout revient alors à la normale, et les Ivoiriens peuvent reprendre leurs activités avec de multiples interrogations, accusations, et une colère doublée d'un sentiment de lassitude et d'impuissance face à ce qui s'apparente à une prise d'otages.

Boîte de pandore En janvier dernier, le paiement de 5 millions de francs CFA à chacun des 8 400 soldats avait contribué à durcir les mouvements de grève des fonctionnaires et agents de l'État. Mais pour l'heure, la Plateforme des fonctionnaires reste prudente. « Nous restons dans notre logique de dialogue. En janvier, la crise avait un volet militaire et un autre civil. Si le gouvernement a consenti à régler définitivement la question militaire, pour une raison de justice sociale, il doit pouvoir régler la nôtre car en l'état actuel des choses l'argument du manque d'argent ne peut plus prospérer », a indiqué à JDA le président de cette Plateforme, Zadi Gnagna. Face à cette menace à peine voilée, le docteur Arthur Banga, spécialiste des questions militaires, pense qu'il appartient au gouvernement « d'initier au plus tôt ou de renforcer le dialogue social en essayant de répondre très vite aux revendications les plus accessibles. On ne peut pas accorder des cadeaux à une partie

de la nation et demander à d'autres de serrer la ceinture », soutient-il. Pour lui, le gouvernement devra faire usage de beaucoup de pédagogie auprès des militaires issus des ex-forces armées nationales de Côte d'Ivoire (FANCI), qui verraient d'un mauvais œil la part belle faite à ceux des ex-Forces armées des forces nouvelles (FAFN). Dans la même foulée, soutient un colonel de gendarmerie à la retraite, il faudra regarder de près les conditions des gendarmes qui depuis plusieurs années murmurent en réclamant une augmentation de salaire.



Cela a écorné l'image de la Côte d'Ivoire, et ce à quelques semaines de l'ouverture des Jeux de la Francophonie à Abidjan en juillet prochain.

« Un effet domino n'est pas à écarter », pense-t-il, ajoutant que cette forme de revendication risque de faire école au sein des différentes unités de l'armée ivoirienne.

Image entachée Lundi 14 mai, les chancelleries occidentales, de même que la Banque mondiale, invitaient leurs ressortissants et employés à observer des restrictions dans leurs déplacements. Même si la mesure a été levée 24 heures après, cela a écorné l'image de la Côte d'Ivoire, et ce à quelques semaines de l'ouverture des Jeux de la Francophonie, qui doivent rassembler des milliers de sportifs, journalistes, et officielles à Abidjan en juillet prochain. Pour certains, tels que le sociologue Yves Mathurin, le gouvernement qui avait commencé par jouer la carte de la fermeté, aurait dû procéder à une opé-



La Côte d'Ivoire aurait bien voulu se passer d'une telle image

ration militaire contre les mutins. « C'est un échec du gouvernement qui perd en image », estime-t-il. D'ailleurs, depuis la première mutinerie, le Président de la république, irrité par ce comportement des militaires, aurait pensé à prendre, selon des proches, dans un premier temps, des sanctions contre des officiers et des sol-

dats, avant de se raviser.

« C'est une humiliation pour le président qui ne mérite pas ça », avait lancé le secrétaire général par intérim du Rassemblement des républicains (RDR, au pouvoir), Amadou Soumahoro, le samedi 13 mai au cours d'un meeting organisé à Adjamé afin de protester contre cette nouvelle mutinerie. Pour autant, le docteur Sylvain N'Guessan, de l'Institut Stratégie, est convaincu que « le gouvernement a mal organisé sa diplomatie de l'ombre avec les militaires. » C'est pourquoi, pense-t-il, il ne perdrait rien à consulter l'armée désormais, avant les grandes décisions nationales en attendant la relance de diverses stratégies de gestion des questions militaires en contexte post-conflituel. Mais pour le ministre de la Défense, Alain Richard Donwahi, « le gouvernement, tout en privilégiant le dialogue et



C LE ?



l'image après une dizaine d'années de crise.

REPÈRES

Mars 2007 : À la suite des accords de Ouagadougou, **8 400** hommes de l'ex-rébellion intègrent l'armée régulière.

14 novembre 2014 : premier soulèvement de militaires (8 400) réclamant une prime de 5 millions.

5 au 8 janvier 2017 : deuxième mutinerie des 8 400 qui en plus des primes de 5 millions réclament une « prime Ecomog de 7 millions ».

12 au lundi 15 mai 2017 : troisième mutinerie du même contingent, qui obtient un accord demeuré confidentiel.

en évitant un bain de sang, sort grand de cette crise.» Toutefois, les habitués du Conseil des ministres ont pu noter que le mercredi 17 mai, l'atmosphère semblait un peu lourde au moment où

les ministres sortaient, si bien qu'un confrère de la presse nationale n'a pas hésité à lancer : « on sent qu'ils ont tous pris un sérieux coup! »

Armée soudée mais républicaine ?

Pour le Dr. N'Guessan, cette mutinerie vient sans nul doute de faire aboutir un long processus entamé depuis décembre 1999. « Notre armée n'est plus muette. Elle représente dorénavant la 4^e colonne de la gouvernance à côté de l'exécutif, des partis politiques et des organisations de la société civile », pense-t-il. Il reste d'ailleurs convaincu que « c'est une armée plus que jamais soudée qui retourne dans les casernes. Ils retiennent que, soudés, ils peuvent faire beaucoup de choses ensemble. » Est-elle républicaine ? « Oui ! », nous a lancé l'un des meneurs de la mutinerie, pour qui « les militaires, même pendant les événements, veillaient à ne pas laisser des opportunistes profiter de la situation, et demeurent toujours prêts à défendre la nation et les institutions qui la représentent. » Pourtant, durant quatre jours, ils n'ont pas hésité à mettre en avant leur intérêt avant de celui du reste de la nation. « Reste à savoir s'ils comprennent réellement le sens de la république », se demande le sociologue Yves Mathurin. En attendant, les spéculations vont bon train sur l'accord conclu entre mutins et gouvernement. ■

3 QUESTIONS À



DR. ARTHUR BANGA

Spécialiste des questions militaires, enseignant à l'université Felix Houphouët Boigny.

1 Après l'accord annoncé par le gouvernement, peut-on dire que cette page sombre est définitivement tournée?

Si on part du principe que c'est le non-paiement de l'intégralité des 12 millions qui a causé ces événements, on peut penser que la crise est derrière nous avec les virements de ce mardi. Après, il faut voir plus globalement. Dans ce cas je dirais qu'au-delà d'un accord à respecter entièrement, il va falloir poursuivre la formation éthique, déontologique et civique de ces ex-rebelles.

2 Pensez-vous que l'on devait plutôt résoudre cet énième soulèvement de façon militaire ?

C'est une option un temps envisagée, si on s'en tient au communiqué de l'état-major. Si elle a été abandonnée, c'est parce que les autorités ont dû estimer que ce n'était pas la meilleure. Est-ce par souci d'éviter que du sang coule dans une logique politique arrimée au dialogue cher à Houphouët-Boigny, ou à cause de l'incapacité d'y opposer une force supérieure ? Toujours est-il que cette solution était plus envisageable le week-end plutôt que le lundi. Tout simplement parce qu'à cette date, il y a eu une généralisation et une intensification des mutineries.

3 Ne pensez-vous pas que cet accord ouvre de nouveau la boîte de Pandore ?

Déjà en janvier, il y a eu un effet domino par rapport aux fonctionnaires. C'est au gouvernement d'initier très tôt ou de renforcer le dialogue social. Le gouvernement doit essayer de répondre très vite aux revendications les plus accessibles. On ne peut pas offrir des cadeaux à une partie de la nation et demander à d'autres de serrer la ceinture. Il faut aussi beaucoup de pédagogie auprès des militaires issus des FANCI. ■

AFRIQUE DE L'OUEST : LES MILITAIRES IVOIRIENS PARMIS LES MIEUX LOTIS

Dans l'ensemble, les soldats ivoiriens, dont le salaire moyen est de 150 000 francs CFA, ont de quoi être enviés par leurs homologues de la sous-région, où les soldes varient entre 50 000 et 80 000 francs CFA. Des salaires qui tiennent aussi compte du coût de la vie dans chacun des pays.

ANTHONY NIAMKE



Plus nombreux et mieux payés, les militaires ivoiriens n'ont rien à envier à leurs voisins.

Ils sont environ 10 000 au Mali, 12 000 au Sénégal et 11 200 au Burkina, contre une armée de 24 300 militaires dans les Forces armées de Côte d'Ivoire (FACI). En nombre comme en rémunération, les FACI sont au dessus du lot. Pour ce qui est des salaires, leur traitement est double, voire presque triple de ce que gagnent leurs frères d'armes.

Du simple au double En Côte d'Ivoire, selon des militaires joints par JDA, les salaires moyen varient de 137 000 francs CFA à 210 000 francs CFA pour les militaires du rang et les sous-officiers. Ils sont donc nettement mieux logés que ceux du Mali et du Burkina où le salaire moyen se situe entre 50

000 et 120 000 francs CFA. Par rapport à ces deux pays, les Sénégalais peuvent se targuer d'être mieux traités, car ils perçoivent entre 80 000 et 150 000 francs CFA, un salaire qui peut même atteindre 250 000 francs pour les sous-officiers en fin de carrière. Mais pour le lieutenant-colonel Yves N'Zi, à la retraite, « ces chiffres ne doivent nullement cacher le fait que le niveau de vie varie d'un pays à un autre. » En effet, cet écart au niveau des salaires des militaires est aussi visible au niveau des autres emplois de la fonction publique et du privé.

Dans le beurre Quant aux officiers supérieurs, dans chacun des quatre pays suscités, ils se taillent la part du

lion, avec des salaires moyens évalués entre 300 000 et 600 000 francs CFA. Au Sénégal par exemple, où l'armée n'a jamais été impliquée dans une tentative de coup d'État ou de rébellion, contrairement au Mali et au Burkina, qui avait aussi connu des mutineries à l'époque du Président Compaoré, le salaire du Chef d'état-major général des armées (CEMGA) a été fixé à 5 millions de francs CFA, et ceux du Chef d'état-major particulier du Président de la république et de l'inspecteur général à 3 millions, en 2015. Cette augmentation, qui avait fait grand bruit à Dakar à l'époque, ne concernait ni les sous-officiers, ni les hommes de troupe, mais n'avait pas entraîné de bruits de bottes. ■

LE DÉBAT

Le gouvernement doit-il dévoiler l'accord conclu avec les mutins ?



GAOUSSOU KONÉ

AGENT DE RECOUVREMENT
D'IMPÔTS

Oui je crois qu'il faut absolument dévoiler l'accord conclu entre le gouvernement et les mutins pour que les populations soient prises à témoins. Nous sommes les principales victimes des agissements de ces militaires et il faut que nous ayons droit et accès à toutes les informations contenues dans cet accord afin que demain on ne se retrouve pas dans la spéculation. C'est sûrement l'argent du contribuable qui leur sera remis et pour une question de bonne gouvernance et de transparence, les choses doivent être claires pour tous. En janvier, un flou a régné autour de l'accord conclu avec les militaires et nous sommes retombés dans les mêmes problèmes 4 mois après, il faut que ça cesse.



POUR

CONTRE



SIDONIE KONI

ASSISTANTE COMMERCIALE

Il est mieux que cet accord reste dans le cadre de ce qu'on appelle secret-défense et donc il faut éviter de le divulguer. Certes le gouvernement doit communiquer mais il y a certains dossiers qu'on classe confidentiels vu le caractère hyper sensible et cela se voit aussi dans les grandes démocraties. Le plus important, c'est la paix et la stabilité gages de tout développement. Certains me diront la paix et la stabilité oui, mais à quel prix ? Je leur réponds qu'aucun sacrifice n'est assez colossal pour la paix et la stabilité. On sait par ailleurs que cet accord, une fois dévoilé, pourrait raviver le front social comme on l'a vu en janvier dernier.

LEADER
MONDIAL
EN EXECUTIVE
EDUCATION

CLASSEMENT DU
FINANCIAL TIMES
2016



CERTIFICAT EXECUTIVE À ABIDJAN

Management d'une Unité Stratégique

Prochaine rentrée à Abidjan : 20 septembre 2017

Informations

+33 (0)1 39 67 75 16

djebrouni@hec.fr

HEC
PARIS

execed.hec.edu

RETOUR AU RHDP : L'UDPCI S'IMPATIENTE

Entrera ou n'entrera pas ? L'Union pour la démocratie en Côte d'Ivoire (UDPCI) garde encore sa main tendue au RHDP, afin de retourner dans la maison des Houphouëtistes dont elle avait été éjectée en décembre dernier.

Ouakaltio OUATTARA



Albert Mabri Toikeusse, leader de l'UDPCI, souhaite retrouver sa place dans l'alliance.

Pas question de faire cavalier seul, ni de rallier le camp de l'opposition. L'Union pour la démocratie et la paix (UDPCI) d'Albert Mabri Toikeusse reste pourtant dans l'attente d'une réponse du directoire du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP, coalition au pouvoir), à qui il a formellement indiqué sa volonté d'un retour.

Passer l'éponge Au niveau de l'UDPCI, on pense qu'il est temps de tourner la page des brouilles nées entre alliés à la veille des élections législatives. « Le parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et le Rassemblement des républicains (RDR) ont des groupes parlementaires distincts et cela sous-entend que le fait d'être alliés en RHDP n'a pas bien fonctionné. Il faut donc nous réhabiliter au sein de l'alliance », confie à JDA un membre du bureau politique de l'UDPCI, sous couvert d'anonymat. Il ajoute que son

parti est toujours « devant la porte du RHDP » et estime que pour les enjeux de 2020, le rassemblement et la réconciliation doivent se faire au sein de la famille Houphouëtiste. En attendant, selon son entourage, Mabri Toikeusse ne désespère pas et attend que le temps fasse son œuvre.

Pas à l'ordre du jour Mais la question ne semble pas

un contexte où le débat pour l'alternance en 2020 devient de plus en plus palpitant. » Pour ce cadre, c'est déjà la pomme de discorde entre le PDCI et le RDR, et l'UDPCI qui « souhaite » aussi avoir son candidat, viendrait en rajouter à la confusion. Une volonté pourtant clairement affichée depuis longtemps par le leader de cette formation politique qui, après les

Il est temps de tourner la page des brouilles nées entre alliés à la veille des élections législatives.

pour l'instant à l'ordre du jour. Samedi dernier, alors que les partis membres de cette alliance étaient à Adjamé pour un meeting de protestation, l'UDPCI, non invitée, était absente des loges officielles. Interrogé sur l'évolution de la requête de l'UDPCI, un cadre de la coalition au pouvoir a lancé sur un ton ironique : « ce n'est pas à l'ordre du jour, il y a plus important dans

Présidents Ouattara et Bédié, se positionne comme la troisième personnalité de la coalition au pouvoir depuis 2011. Même si son parti ne pèse pas véritablement dans cette alliance, Mabri, avec des percées en dehors de son bastion de l'ouest montagneux lors des élections législatives de décembre, croit encore avoir une carte à jouer au sein du RHDP. ■

EN BREF

L'USAID APPUIE LES DÉPUTÉS

Dans le cadre de son projet de renforcement de capacités de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire, l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) vise la mise en place prochaine, dans 24 circonscriptions, de plateformes collaboratives comprenant le député, les autorités déconcentrées et décentralisées, et la société civile. L'objectif est de susciter une interaction entre les députés et les populations dans le cadre de leur fonction de représentation et de contrôle, en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations. Le directeur de la mission régionale Afrique de l'Ouest de l'USAID, Alexandre Deprez, a indiqué dans un communiqué publié le 17 mai que ce projet visait à promouvoir des sociétés démocratiques résilientes, tout en faisant progresser la sécurité et la prospérité. Dans ce cadre, il s'est rendu à Daoukro le 11 mai en vue d'évaluer la plateforme communautaire collaborative installée dans cette ville depuis mai 2015.

MFA Le président aux abonnés absents

Peu bavard, le président du Mouvement des forces d'avenir (MFA), membre de la majorité présidentielle, Anzoumana Moutayé, se fait désormais rare sur l'échiquier politique. Samedi dernier, alors que les premiers responsables des partis membres du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) battaient le rappel des troupes, il a préféré se faire représenter par son secrétaire général, Pascal Anguy. Au début du mois de mai, ce parti a été secoué par le départ d'une poignée de cadres avec à leur tête l'ex-secrétaire général adjoint, Fidel Tano

Kouakou. Selon un proche de ce dernier, qui s'est confié à JDA, « la machine du parti est grippée et le président Moutayé ne fait rien pour faire bouger les lignes. » Pour lui, c'est ce qui a poussé des militants à s'en aller pour créer le Mouvement ivoirien pour l'émergence et la paix (MIEP). De son côté, le porte-parole du MFA, Yaya Fofana, qualifie ces défections de non événement. « Le parti fonctionne normalement et s'il n'y pas de grandes actions, c'est à l'image des tous les autres partis car nous ne sommes pas en période électorale », assure-t-il. ■



MARIE-ODETTE LOROUGNON

L'autre dame de fer du FPI

Elle fait partie de ses figures féminines qui marquent, depuis près de 20 ans le paysage politique ivoirien. Marie-Odetta Lorougnon, membre du FPI et féroce partisane de la ligne Sangaré, y est devenue une incontournable.

Ouakaltio OUATTARA

Marie-Odetta Lorougnon a fait ses premiers pas en politique dans les années 1990 au sein du Front populaire ivoirien (FPI), où elle aura gravité les échelons dans l'ombre de Simone Gbagbo, l'ex-première dame, qui l'a certainement inspirée en matière de combativité. Secrétaire de formation, les événements politiques d'alors ne lui ont pas permis d'exercer longtemps ce métier.

Dame de fer bis ? « Je suis entré en 1990 en politique avec la naissance du multipartisme, et j'ai fait partie des premières femmes engagées au FPI, en participant auprès du président Laurent Gbagbo à la première campagne présidentielle dite démocratique de l'histoire. Je suis par ailleurs membre fondatrice de l'OFFPI (Organisation des femmes du Front populaire ivoirien) », se plaît à rappeler l'ex-député de la commune d'Attécoubé, qui a siégé au parlement entre 2000 et 2010. Après un passage au Secrétariat chargé de l'organisation des manifestations (SENAOM) en 1994, elle est envoyée, deux ans après, dans la région du Zanzan, où elle implantera son parti trois ans durant. Une mission qui la conduira à la tête des femmes du FPI en 2001. Devenue incontournable dans la direction du parti, elle est en première ligne du mouvement de « résistance » lancé contre la rébellion à partir de 2002, comme l'ombre de Simone Gbagbo, qu'elle suit dans tous les meetings. La soixantaine aujourd'hui, et paraissant physiquement affaiblie, elle se dit néanmoins toujours prête pour le service. « Je n'ai pas changé. Je suis turbulente depuis l'enfance, capricieuse et très audacieuse », confie-t-elle à JDA.

Dans la fronde Quand éclatent au grand jour les divergences au sein du FPI, Marie-Odetta, l'une des rares cadres à ne pas avoir connu la prison, n'hésite pas un seul instant à suivre la fronde. Mais pour elle, comme pour ses autres camarades au sein de la tendance Abdou Dramane Sangaré, dite « Gbagbo ou rien », « c'est plutôt Affi N'Guessan qui est dans la fronde. » Bien que limogée par le président légal du parti en 2015, elle prétend être toujours à la tête des femmes du FPI. Ses choix politiques sont peut-être à l'origine de son empêchement de quitter le territoire ivoirien, à plusieurs reprises en 2016, alors qu'elle comptait se rendre à La Haye pour assister au procès de Laurent Gbagbo. ■

www.jda.ci
Journal d'Abidjan
L'hebdo

Tous les **jeudis**

Les limites Business
Pour mon entreprise, je ne vois aucune limite

9 000 F
GRATUIT

RECONFIGURATION POLITIQUE ?

UNIVERSITÉ FELIX HOUPHOUËT BOYABO
LES RAISONS DE LA COLÈRE

RECONFIGURATION POLITIQUE ?

GRATUIT

1^{er} HEBDO GRATUIT EN LIBRE-SERVICE

DISPONIBLE À ABIDJAN :

DANS LES MEILLEURS RESTAURANTS

- LA CROISSETTE
- CHEZ GEORGES
- LE GRAND LARGE
- 37°2
- ABOUSSOUAN
- CASE D'EBENE
- HIPPOPOTAMUS
- ETC.

COLPORTAGE À L'ENTRÉE DES GRANDS CENTRES COMMERCIAUX

- CAP SUD
- PLAYCE
- CAP NORD
- PRIMA
- SOCOCE
- LEADER PRICE RIVIERA GOLF
- HAYAT 2-PLATEAUX

DANS LES PLUS GRANDES CLINIQUES

- PISAM
- GROUPE MEDICAL DU PLATEAU
- POLYCLINIQUE DE L'INDENIE
- POLYCLINIQUE DES 2 PLATEAUX
- ETC.

DANS LES GRANDS HÔTELS

- SOFITEL HÔTEL IVOIRE
- RADISSON BLU
- GOLF HOTEL
- IVOTEL
- ETC.

TEL : 22 01 99 99

EN BREF

ORPHIR ENERGY BREDOUILLE

Plus de deux semaines après le démarrage du forage du puits Ayamé-1X, le Britannique Ophir Energy, selon un communiqué publié lundi 15 mai, indique n'avoir fait aucune découverte. La compagnie a précisé que les intervalles potentiels de réservoirs d'hydrocarbures avaient été observés comme prévu, mais que les volumes détectés n'étaient pas aussi importants que le prévoyait l'étude qui annonçait une réserve de 200 millions de barils de pétrole.

EUROFIND DANS LE CACAO ET L'ANACARDE

Jusqu'à-là connu dans les secteurs de l'acier et du lait, l'ivoirien Eurofind, dirigé par Adham El Khalil, veut s'engager sur le segment de la transformation du cacao et de l'anacarde. Selon des sources proches de sa direction, des contacts ont été pris en fin de semaine dernière avec le ministère de l'Agriculture et la Primature. Le groupe se positionnerait sur le marché de la transformation du cacao dominé par le Suisse Barry Callebaut, du Singapourien Olam, et du Français Cémoi.

LOGEMENTS SOCIAUX : UN CADEAU FISCAL POUR BOOSTER LES PROJETS

Le gouvernement ivoirien veut réussir son pari d'atteindre 250 000 logements d'ici à 2020. Conscient du retard enregistré depuis le lancement de cette opération en 2013, il veut accélérer en proposant un abattement fiscal de 50% de l'impôt sur les bénéfices.

OUAKALTIO OUATTARA

Initié avec pour objectif de construire 250 000 logements d'ici 2020, le programme de construction de logements sociaux s'est vite grippé. Résultats, en décembre 2016, seul un lot de 512 logements a pu être livré. Conscient de ce retard, le gouvernement lance une nouvelle initiative pour rattraper le retard.

Un pas en avant Dans son communiqué du Conseil des ministres du mercredi 10 mai, Anne désiré Ouloto, porte-parole adjoint du gouvernement annonçait « un abattement fiscal de 50% de l'impôt sur les bénéfices en faveur des entreprises constituées pour exécuter un programme de construction de logements à caractère économique et social. » Ce cadeau fiscal est subordonné à la réalisation d'un programme de construction de 250 logements dans le district d'Abidjan et de



Une fiscalité plus avantageuse pourrait encourager les promoteurs immobiliers.

25 logements pour les programmes dans le reste du pays, avec pour objectif « d'apporter une réponse appropriée et durable à la question du déficit de logements et un coup d'accélérateur au programme gouvernemental de logements sociaux. » Une bonne nouvelle pour les entreprises du secteur, qui évoquaient des difficultés d'accès au financement et qui ont désormais de nouveaux arguments à faire valoir auprès des investisseurs pour relancer les

nombreux chantiers ouverts, explique Souhalio Camara, ingénieur BTP. Mais, poursuit-il, les efforts du gouvernement doivent également « toucher les taux de prêts immobiliers auprès des banques pour les stabiliser à 5,5%, contre 7 à 9 % actuellement. » Par ailleurs, les promoteurs sont confrontés

à d'autres préoccupations que sont les problèmes fonciers, le manque de voirie et réseau divers, et le manque de rentabilité des maisons en hauteur. Selon les travaux du Bureau national d'études techniques et de développement (BNETD) réalisés en 2013, le déficit cumulé en termes de logements atteignait 400 000, avec un accroissement de 10% par an, et une estimation d'un besoin de 500 000 logements aujourd'hui.

Depuis 2012, se sont au total 3 000 hectares de foncier qui ont été mobilisés sur le territoire national au profit de ce programme, 46 promoteurs dont 42 nationaux et 4 étrangers ont été agréés, avec l'enregistrement de plus de 120 000 demandeurs de logements, selon le ministère du Logement. ■

Abattement fiscal de 50%.

Objectif : 250 000 logements d'ici 2020.

Cacao Les mutins font monter les cours

Après une chute drastique de près de 35% depuis décembre dernier, passant de 1 800 francs CFA à 1 100 francs CFA, les cours mondiaux du cacao ont connu dans l'après-midi du lundi 15 mai une légère hausse. La bourse londonienne qui avait affiché la tonne de fèves à 2 000 dollars le lundi est passée à 2 086 dollars le lendemain, soit environ 1 240 francs CFA le kilogramme. « C'est logique, car dès qu'une zone de production est touchée, les prix flambent », a confié à JDA Hervé Kouassi, un spécialiste des questions de cacao, qui ajoute que ce prix pourrait stagner à ce niveau. Lundi 15 mai, en début d'après-midi, le mouvement d'humeur de militaires

mutins avait atteint la ville portuaire de San Pedro, principale porte de sortie du cacao ivoirien. Mais pour M. Kouassi, cette légère hausse n'a aucun impact sur les prix bords champ (700 francs CFA) ni sur les revenus et le Produit intérieur brut (PIB) de la Côte d'Ivoire, car elle « pratique une vente anticipée. » À cinq mois de la grande campagne prévue pour octobre prochain, rien ne laisse présager une remontée des cours mondiaux selon ce spécialiste, pour qui les prix bords champs devraient, à moins d'un changement brutal, tourner autour de 800 ou 900 francs CFA en octobre. ■

Guy Célestin Akrou L'homme de l'économie informelle

Dans un pays où l'économie informelle est très forte, la problématique d'organisation de ce secteur reste une préoccupation majeure. C'est le défi de Guy Célestin Akrou, qui y voit une mine d'or.

OUAKALTIO OUATTARA

Son constat, il le fait dès l'obtention du BTS : les prestations des cabinets d'assistance et de conseil sont orientées vers les entreprises et les PME formellement constituées. Résultat, toutes les autres constituent une mine d'or délaissée, estime Guy Célestin Akrou. Surtout dans un contexte où, selon une étude de la Banque mondiale, 8 millions d'habitants de la Côte d'Ivoire exercent dans le secteur informel et contribuent à plus de 35% du PIB.

Premiers pas difficile S'il assiste plusieurs clients du secteur informel en 2007, il se rend compte très vite de

ses faiblesses. « Je manquais d'expérience professionnelle pour faire face à certains besoins exprimés par la clientèle », reconnaît-il. Pour y palier, il se fait recruter chez Adiscom à San Pedro en 2008, en tant qu'assistant comptable, et gravit rapidement les échelons pour atteindre le poste de responsable financier en 2013.

L'envol L'expérience acquise, il quitte cette entreprise et lance AK World Business Service, un cabinet de stratégie dont les services sont orientés vers le secteur formel, et initie le projet IDE : Inducteur de développement économique. Il s'agit pour lui d'une approche



À seulement 40 ans, l'entrepreneur rêve de conquérir le marché des entreprises informelles.

dynamique de transformation de l'économie informelle en économie formelle, avec pour effet la création de valeur et d'emplois. Avec un effectif de six employés, ce chef d'entreprise accompagne met à la disposition de ses clients des outils simplifiés de gestion. S'ils sont une centaine aujourd'hui, il compte rapidement atteindre la barre des 1 000. Face aux premiers financements familiaux qui ne suffisaient plus, Guy Célestin, 40 ans, s'est tourné vers les compétitions de jeunes

entrepreneurs, dans l'espoir de récolter des subventions. C'est ainsi qu'il décrocha le Prix services de la CGECI Academy 2016, avec à la clef un chèque d'un million de francs CFA, et également le prix Alasane Ouattara du jeune entrepreneur, organisé par le district d'Abidjan et doté de deux millions. « Aujourd'hui, avec tous ces prix, nous avons plus de crédibilité auprès des institutions de financement », se réjouit-il, tout est restant discret sur son chiffre d'affaires. ■



Vous ne parlerez plus de Formation sans Emploi...

CRÉATION GRAPHIQUE

MONTAGE VIDÉO

CAMPAGNE D'E-MAILING

E-COMMERCE PUBLICITÉ EN LIGNE CRM STRATEGY

CAMPAGNES MULTI-SUPPORTS

ARTICLE SPONSORISÉ

COMMUNIQUÉ VIDÉOS PUBLI-REPORTAGE

DÉVELOPPEMENT DE MARQUE

SOLUTIONS WEB ET DESIGN AGENCE DIGITALE

de
l'Emploi
en Côte d'Ivoire

- 1er Portail web en Côte d'Ivoire, dédié à la Formation, l'Emploi, l'Entrepreneuriat (www.educarriere.ci);
- +65.000 visites/jr (Age moyen compris entre 18 et 44 ans) et 25 000 Visiteurs Uniques ;
- +200.000 pages vues/jr (90% de notre audience est issue de la CI, (Source : Google Analytics) ;
- +184.797 Fans Facebook, (Age moyen compris entre 18 et 54 ans) (Source : Socialbakers.com) ;
- Une Base de 4.000 Abonnés, CSP+ inscrits à la newsletter;
- +350.500 Abonnés qualifiés à la newsletters;
- Cibles : Professionnels, Entreprises, Particuliers, Etudiants Bacheliers, Supérieurs, Universitaires.

CONTACTEZ NOUS:
22 44 44 48 / 55 14 14 14
ci@educarriere.net

EN BREF

ASSISTANCE DES VICTIMES : LA CPI LANCE UN PROGRAMME

Un programme d'assistance des victimes sera lancé en Côte d'Ivoire en 2018. Telle est la décision qui émane de la 16^e réunion du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes de la Cour pénale internationale (CPI), qui se déroule depuis du 16 au 18 mai à La Haye (Pays-Bas). Ce programme estimé à 524 millions de francs CFA comprendra des projets d'assistance consistant à offrir une réhabilitation physique et psychologique, ainsi qu'un soutien matériel aux victimes de crimes qui couvrent la période allant du 19 septembre 2002 à la fin de la crise post-électorale.

UNE PLATEFORME DÉDIÉE AUX DROITS D'AUTEUR

Le président du Réseau francophone des régulateurs de médias (REFRAM), Ibrahim Sy Savané, a souligné le 16 mai, la possibilité pour les pays membres du réseau d'envisager la mise en place d'une plateforme dédiée aux droits d'auteur et incluant, sur la base du volontariat, les régulateurs, les experts, et d'autres personnes ressources. Clôturent les assises du « colloque international sur le droit d'auteur et de la régulation de l'audiovisuel à l'ère du numérique », M. Sy Savané a reconnu qu'il y a de la place pour la création d'espaces d'échanges permanents pouvant prendre la forme de regroupements à la fois « souples et volontaristes ».

BTS : LES SOUTENANCES ENFIN PROGRAMMÉES

Les 33 000 étudiants qui ont obtenu le Brevet de technicien supérieur (BTS) en 2016, pourront bientôt soutenir leur diplôme. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a communiqué les nouvelles dates.

ANTHONY NIAMKÉ

Est-ce la fin du calvaire pour les 33 000 étudiants ayant obtenu le Brevet de technicien supérieur (BTS) depuis 2016 ? Oui, à en croire le communiqué émis par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, mercredi 17 mai en début de soirée. Ainsi, les candidats inscrits pour la session de décembre 2016, seront programmés du 6 au 9 juin prochain et ceux de la session de mars 2017, composeront du 13 au 16 juin prochain. Une bonne nouvelle qui vient rassurer ces étudiants dans l'attente de leur soutenance pour valider leur diplôme et se lancer dans la recherche d'un emploi.

Bouffée d'oxygène Selon le sous-directeur de la DOREX, M. Idrissa Kamara, le blocage des soutenances de décembre 2016 et avril 2017 était lié à des arriérés de primes dues aux



Les admissibles au BTS 2016 pourront enfin passer devant un jury.

enseignants pour les sessions du BTS 2016, notamment les corrections, les interrogations orales et le secrétariat d'examen. Estimé à un peu plus de 100 millions de francs CFA, le ministère de tutelle avait en-

gagné par le découragement à quelque deux mois de la date des futurs examens prévus pour la fin juillet, où environ 55 000 nouveaux candidats sont attendus. Cela dit, la prudence demeure, car le Syndicat na-

Une nouvelle qui arrive à point nommé pour ces nombreux étudiants gagnés par le découragement.

gagé des discussions avec le Syndicat national des enseignants du supérieur privé de Côte d'Ivoire (SYNESUP), qui par la voix de son secrétaire général, René Yao, souhaitait la revalorisation des primes de correction des copies du BTS, de même que la mise en place d'une intendance pour le paiement des émoluments des prestations du BTS. La nouvelle arrive à point nommé pour ces nombreux étudiants

tional des enseignants du supérieur privé de Côte d'Ivoire (SYNESUP), à travers son secrétaire général, René Yao, a annoncé son souhait d'une revalorisation des primes de correction des copies du BTS, de même que la mise en place d'une intendance pour le paiement des émoluments des prestations du BTS. Autrement dit, c'est peut-être un nouveau bras de fer qui s'annonce, au grand dam des étudiants. ■

ÉCHO DES RÉGIONS

PARC DE LA MARAHOUÉ : LES SQUATTEURS ENTRE CRAINTE ET ESPOIR

À quelque deux semaines de l'expiration de l'ultimatum qui leur a été donné pour libérer le parc national de la Marahoué, les populations qui squattent cette zone sont dans le désarroi. Le 9 mai dernier, les autorités administratives et responsables de l'Office ivoirien des parcs et réserves (OIPR), au cours d'une rencontre à Bouaflé, avaient sommé les populations infiltrées illicitement dans ce parc national de 101 000 hectares depuis plusieurs années, de libérer le site avant la fin du mois de juin 2017. Selon le préfet de région de Bouaflé, Mathias Beudjé Djoman, cette décision a été prise par le gouvernement afin de restaurer ce parc. Désespérées à l'approche de l'échéance, les populations gardent tout de même l'espoir d'un nouveau report de l'ultimatum, a confié à JDA l'un de leurs représentants. « Nous n'avons pas encore de plan de recasement et il nous sera difficile de trouver des logements et de l'emploi hors de ce parc », soutient ce dernier sous couvert de l'anonymat. ■

CORÉE DU SUD : VERS UN RAPPROCHEMENT AVEC PYONGYANG ?

Nouveau chef d'État de la Corée du Sud, Moon Jae-In se dit prêt à rencontrer ses homologues Donald Trump et Kim Jong Um. Deux hommes dont les pays sont actuellement engagés militairement sur la péninsule coréenne, ce qui pourrait avoir d'énormes conséquences pour la Corée du Sud.

OLIVIER DUBOIS

Je serai un président à la portée du peuple », à annoncé Moon Jae-In, le nouveau président de la Corée du Sud lors de sa prestation de serment devant les députés ce mercredi 10 mai. Une phrase qui selon les observateurs témoigne de la volonté de cet ancien avocat de mettre fin à la division qui règne dans son pays depuis le limogeage de l'ancienne présidente Park Geun-Hye. Cette phrase symbolique de Moon Jae-In est aussi un appel lancé à la Corée du Nord, aux USA, à la Chine et au Japon, avec qui le pays se dit désormais prêt à entamer de nouvelles coopérations. Une forme de dialogue qui pourrait sans doute apporter un nouveau souffle à la politique étrangère de ces pays, et ainsi permettre à la Corée du Sud de faire face à ses multiples défis sur le plan interne, dont le plus urgent est la corruption, qui a coûté son fauteuil à l'ancienne présidente. Une chose est certaine, cette décision du président coréen n'est pas étonnante quand on sait que Donald Trump a lui même déclaré qu'il serait prêt



Le président **Moon Jae-In** souhaite rencontrer son voisin nord-coréen pour faire baisser la tension.

à rencontrer Kim Jong Um, président de la Corée du Nord. Une déclaration pour le moins surprenante et inattendue qui, selon les observateurs, dénote de l'admiration que lui porterait le président américain. Tensions palpables La péninsule coréenne est aujourd'hui une bombe à retardement qui pourrait exploser à tout moment. La Corée du Nord qui ne cesse de procéder à des tirs de missiles dans la zone se dit prête à la guerre, si Donald Trump venait à mettre à exécution ses menaces envers le régime de Pyongyang. Un porte-avion américain transportant 70 à 80 avions et hélicoptères de combat est actuellement stationné dans la péninsule coréenne, prêt à riposter à un nouvel essai de la part de la Corée du Nord. Une menace qui, si elle est mise à exécution, pourrait impliquer d'autres

puissances telles que la Chine, le Japon ou encore la Corée du Sud. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

WANNACRY, UNE CYBERATTAQUE MONDIALE LIÉE À LA CORÉE DU NORD ?

La vaste cyberattaque qui a frappé près de 200 000 personnes à travers le monde le 12 mai, était due à un puissant « rançongiciel » un logiciel de rançon, nommé Wannacry, ciblant les ordinateurs dotés du système d'exploitation Windows. Ce logiciel verrouille les fichiers contenus dans une machine et exige de l'utilisateur le paiement d'une rançon pour que le système soit normalement rétabli. L'attaque aurait touché 150 pays, selon une société de sécurité informatique. Selon les médias occidentaux, les hackers derrière Wannacry pourraient avoir dérobé des outils à l'Agence américaine de sécurité nationale, la NSA, pour mener cette cyberattaque massive. La propagation du virus Wannacry dans le monde est maintenant sous contrôle. Des experts en cybersécurité en traquent l'origine et ont trouvé des éléments, et certains bouts de code analysés sont susceptibles de lier cette cyberattaque à la Corée du Nord et aux pirates du groupe Lazarus, qui agiraient pour son compte. Ils sont connus notamment pour avoir piraté Sony Pictures Entertainment lors de la sortie du film *The Interview*, qui ridiculisait le régime de Pyongyang. ■

OLIVIER DUBOIS

Gabon Jean Ping en appelle à Macron

Tous les moyens sont bons pour l'opposant gabonais Jean Ping et ses partisans pour rester sur le devant de la scène politique et réclamer la reconnaissance de la victoire à la dernière présidentielle. Alors que son adversaire, déclaré vainqueur, s'apprête à boucler une année de mandat, l'ancien président de la Commission de l'Union africaine n'en démord pas : c'est à lui que les Gabonais ont confié les rênes du pouvoir en août 2016. Le dimanche 14 mai, en marge de l'investiture d'Emmanuel Macron, une poignée de militants ont organisé une manifestation pacifique à Libreville devant l'ambassade de France. Ils sont venus demander que le nouveau président français reconnaisse la victoire de leur champion. Le 7 mai, alors

que le candidat du mouvement En marche ! venait d'être déclaré vainqueur de la présidentielle face à Marine Le Pen du Front national, Jean Ping lui avait adressé un message de félicitations, en prenant soin de préciser qu'il écrivait au nouveau président en sa qualité de « président élu de la République gabonaise ». Il a ajouté d'ailleurs dans une interview : « Je serai le président de la République du Gabon. Il sera bien obligé de le reconnaître, même s'il ne le voulait pas ». Du côté de Paris, aucun commentaire n'a été fait pour l'instant, du moins officiellement. Un silence qui n'arrête pas les partisans de Ping, qui annoncent qu'ils vont continuer à manifester pour faire entendre leur voix à l'Élysée. ■

CA

MERCATO D'ÉTÉ : LES IVOIRIENS CONVOITÉS

Pendant que les championnats européens de football tirent vers leur fin, certains clubs sont déjà à l'affût de nouvelles recrues pour la prochaine saison. Et des Eléphants sont sur la feuille des recruteurs.

ANTHONY NIAMKÉ

La plupart des championnats européens connaîtront leur dénouement ce week-end. Au fait de leur sort pour la prochaine saison, la plupart des clubs se préparent pour les prochaines échéances, et plusieurs internationaux ivoiriens sont déjà pour l'ouverture du mercato d'été, prévue le 9 juin.

Première tendance Yaya Touré sous les couleurs de West Ham ? C'est le rêve des dirigeants des Hammers qui, depuis quelques temps, suivent avec intérêt le dossier de l'ancien international des Eléphants. En fin de contrat au mois de juin avec Manchester City, l'ex capitaine s'est vu proposer une prolongation d'un an. Mais selon la presse anglaise, les dirigeants mancuniens souhaiteraient qu'il revoie son salaire annuel de 13,5 millions d'euros à la baisse, ce qu'il ne serait



Plusieurs stars ivoiriennes devraient animer le prochain mercato.

pas prêt à accepter. Ses conflits avec son entraîneur Pep Guardiola pourraient aussi être une aubaine pour le club de West Ham, dont les dirigeants seraient prêts à mettre la main à la poche pour lui offrir le même salaire, si Yaya arrivait libre. Une proposition qui laisse peu de chances à l'Olympique de Marseille, 5ème du championnat français, qui lui fait aussi la cour. Du côté du Paris-Saint Germain (PSG), selon France Football, les dirigeants souhaiteraient conserver Serge Aurier sous contrat jusqu'en 2019, et une prolongation de 3 ans lui aurait été proposée. Mais l'Ivoirien hésiterait à accepter cette offre, notamment à cause de la concurrence de Thomas Meunier,

alors que José Mourinho et Manchester United font de lui une priorité, face à d'autres clubs comme le FC Barcelone, Liverpool, ou encore Manchester City. Toutefois, l'entraîneur parisien Unai Emery ne semble pas disposé à laisser filer Aurier. En Italie, un autre Eléphant fait aussi parler de lui. Franck Kessié, le milieu de terrain de l'Atalanta Bergame, promis à l'AS Roma la saison prochaine, pourrait porter les couleurs du club anglais de Chelsea. Il y a quelques semaines, les dirigeants des Blues ont proposé un transfert de 30 millions d'euros à l'Atalanta Bergame, alors que le PSG et Manchester United le convoitent également. ■

Tiébissou Un stade Lambert Kouassi Konan



La ville de Tiébissou pourra désormais officier de grandes rencontres sportives grâce à son nouveau stade.

Située au centre de la Côte d'Ivoire, la ville de Tiébissou a désormais son stade. Le dimanche 14 mai, ce complexe d'une capacité de 5 000 places portant le nom du président du conseil d'administration du Conseil café-cacao, Lambert Kouassi Konan, originaire de la ville dont il est l'un des doyens d'âge, a été inauguré par le ministre des Sports et des Loisirs, François Albert Amichia. La construction de

cette infrastructure sportive s'inscrit dans le cadre d'une vaste politique qui vise, depuis 2016, à promouvoir le sport pour tous et le sport de masse à travers le Programme d'appui à la promotion du sport de masse (PAPMAS). Ainsi, après ceux de Katiola, M'Bengué et Tiébissou, la ville de Tingréla recevra également son joyau sportif, lors d'une cérémonie prévue le 27 mai. ■

A.N

CARTONS DE LA SEMAINE

Salomon Kalou a inscrit son 7^e but en Bundesliga le samedi 13 mai, face à la lanterne rouge Darmstadt. Score final : 2 buts à 0. Cette victoire permet à son club, Hertha Berlin, d'accrocher la 5^e place, qualificative pour la Ligue Europa.

L'ASEC Mimosas d'Abidjan, leader du championnat, a été tenue en échec par le club de l'AFAD Djékanou, 9^e, le dimanche 14 mai au Stade Robert Champrooux de Marcory. Score final : 3 buts partout.

ABLA POKOU : CÉLÉBRATION D'UNE HÉROÏNE BAULÉ

La légende soutient qu'au 18^{ème} siècle, la reine Pokou a sauvé le peuple Baoulé, alors en fuite du Ghana actuel vers la Côte d'Ivoire. Du 2 au 5 juin prochain, ses descendants se souviendront d'elle lors de la seconde édition du Festival Abla Pokou de Sakassou.

ANTHONY NIAMKÉ



Le Festival Abla Pokou de Sakassou, est en voie de devenir l'un des événements majeurs de la région du Gbèkè.

L'histoire sur l'origine du peuple Baoulé de Côte d'Ivoire se mêle à celle de la reine Abla Pokou. Selon la légende, cette héroïne aura mené son peuple, pourchassé par l'ennemi, du Ghana à la Côte d'Ivoire, en sacrifiant son unique fils. Cet acte de bravoure et de courage fera de cette reine un symbole pour tous les fils et filles Baoulé. Siège du royaume Baoulé, la ville de Sakassou, à 45 km à l'ouest de Bouaké, célèbre depuis 2016 sa reine autour d'un festival portant son nom, et dont la seconde édition est prévue du 2 au 5 juin autour du thème : « Abla Pokou d'hier à aujourd'hui : femme battante et épanouie, nation prospère ».

En mémoire Faire revivre à la mémoire collective l'acte symbolique de cette reine, c'est l'objectif du commissaire général du festival, Jean Louis Kouassi, pour qui « l'histoire d'Abla Pokou est un fait réel et non une légende. Elle a vécu et son histoire est donc loin d'une imagination. » Le festival mettra au goût du jour l'identité culturelle du peuple Baoulé, riche de sa diversité, de ses valeurs et de sa tradition. À juste titre, cette célébration permettra de fédérer les six régions du grand centre ivoirien aux fins d'une introspection sur la philosophie et les actions politiques et cultu-

relles léguées par la reine Abla Pokou. Et cela sous le regard des peuples alliés que sont les cours royales de Korogho, d'Abengourou et de Krindjabo. Pour cette édition, des innovations sont à noter, notamment l'institution du Prix d'excellence Abla Pokou, décerné à des femmes reconnues pour leur leadership communautaire, et un concours de beauté dénommé « Atonvlè ». Les festivaliers, en plus de découvrir la gastronomie, la poterie et l'art du tissage des Baoulé, pourront découvrir les danses, tels que le Goli de Bendékouassikro, l'adjémlé de Kpatanou et bien d'autres. ■

INFO PEOPLE

LIONEL MESSI : MARIAGE PRÉVU EN JUIN

La star du FC Barcelone et quintuple ballon d'or, Lionel Messi, convolera en justes noces avec sa compagne Antonella Rocuzzo, le 30 juin prochain. Et c'est la ville natale du footballeur, Rosario en Argentine, que les deux tourtereaux ont choisie pour sceller leur union qui dure depuis 2009, et qui a donné naissance à deux garçons, Thiago et Mateo. Une seconde grande fête devrait avoir lieu quelques jours plus tard à Barcelone, en compagnie de près de 600 invités n'ayant pu se rendre en Argentine. Cristiano Ronaldo sera-t-il invité au mariage de son meilleur ennemi ? Pas si sûr...



LUCKSON PADAUD PRÉSENTE SON 20^È ALBUM

Luckson Padaud, de son vrai nom Lago Tapé Séhia, précurseur du « Laba laba », présentera son vingtième album le vendredi 19 mai 2017. Ce maxi-single de trois titres, intitulé « Hymne à la paix », vient couronner ses 35 ans de carrière. C'est un condensé de zouk à la sauce naija avec un zest de pure tradition tiré de son concept le « Laba laba ». Chanté en français, bété, dioula et baoulé, cette production sonore est un message fort lancé en faveur de la culture de la paix, à l'endroit des hommes politiques et des Ivoiriens, pour aboutir à une véritable réconciliation.



Journal d'Abidjan
L'hebdo

Directeur de publication :
Ousmane DIALLO

Directeur Général :
Mahamadou CAMARA

Directrice Déléguée :
Aurélien DUPIN

Rédacteur en chef interim :
Ouakaltio OUATTARA

Sécretaire Général :
Ouakaltio OUATTARA

Ont collaboré à ce numéro :
Khodo - Anthony N. - OLIVIER DUBOIS
Célia d'ALMEIDA.

Infographiste : Boris TIANA

Service commercial :
Ismaël OUATTARA - Gisèle MAYIKAN

JOURNAL D'ABIDJAN, édité par JDA SARL, imprimé à Abidjan en 7.000 ex. par Hooda Graphics.
Dépôt légal : 12871 du 23 Mai 2016
JDA SARL : Cocody, Rue du Lycée Technique, Immeuble N2-Abidjan.
Tél : + 225 22 01 99 99
www.jda.ci / contact@jda.ci

COMMUNIQUEZ !

Réservez dès maintenant vos emplacements publicitaires !

Ismaël OUATTARA | Kadhel AMAN | Gisèle MAYIKANÉ
i.ouattara@jda.ci | k.aman@jda.ci ou publicite@jda.ci / Tél : 22 01 99 99
Téléchargez la grille tarifaire :
www.jda.ci

MTN



MTN PERFECTIS

Des forfaits parfaits pour mon entreprise

- ✓ Des Bonus **VOIX** et **SMS** pour des communications continues
- ✓ Des Bonus Data pour rester toujours connecté
- ✓ Des appels gratuits
- ✓ 1 téléphone offert et renouvelable chaque année

Et encore plus d'avantages à découvrir en appelant notre Service Clients.

www.mtnbusiness.ci @ businesssales.ci@mtn.com  [MTNBusinessCI](https://twitter.com/MTNBusinessCI)  21 00 00 00

**Vous avez
le Pouvoir** de réussir

